



*Cher-e syndiqué-e, cher-e collègue,*

**Le 23 avril prochain aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle.**

**La CGT Finances publiques 13 a décidé de s'adresser à ses syndiqué-es et à l'ensemble des agents.**

**Pourquoi ?** Tout simplement parce que notre syndicalisme, riche des expériences et actions menées dans la défense des intérêts moraux et matériels des agents, est aussi un syndicalisme de transformation sociale, porteur de valeurs non négociables comme la solidarité, l'égalité, la dignité, la justice sociale, les droits et libertés, le vivre ensemble, la fraternité et la paix.

Pour ces raisons, par ses revendications et ses actions, par sa présence sur toutes les luttes, la CGT s'inscrit pleinement dans la vie publique et nous autorise, en toute indépendance, à faire connaître le point de vue du syndicat dans l'intérêt des salarié-es et des fonctionnaires.

Avec la réponse concrète aux besoins sociaux, la CGT œuvre pour une société, un monde plus juste et plus solidaire.

Pour la CGT, la condition de l'épanouissement des femmes et des hommes, c'est leur émancipation de la loi des puissants sur les plus faibles. Il faut en finir avec l'affairisme qui piétine l'intérêt général, avec la rentabilité financière qui prime sur le social et l'environnement. Au contraire, il faut de la coopération et du co-développement pour lutter contre la mise en concurrence et l'exclusion, il faut gagner le droit à l'emploi et à un statut pour mettre fin à la précarité et au chômage.

Cela fait des années que nos missions, nos emplois, nos statuts, nos salaires, nos déroulements de carrière, notre protection sociale, nos services publics et nos conditions de vie et de travail sont attaqués par les partisans du « libéralisme » économique.

Le quinquennat de François HOLLANDE, ses gouvernements, sa majorité, ont inscrit leurs politiques dans la continuité de celles menées par Nicolas SARKOZY et la droite. La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été poursuivie et amplifiée par la « modernisation de l'action publique » (MAP).

Derrière la remise en cause des missions publiques, il y a la remise en cause des droits et garanties des fonctionnaires, du statut général, de nos statuts particuliers, de nos droits à dérouler une carrière (PPCR et Rifseep) et des coupes claires dans les plans de qualification.

Notre administration et ses agents, pourtant au cœur des enjeux de la gestion et du contrôle de l'argent public, n'ont cessé d'être la cible prioritaire des « économies budgétaires » et de la casse des missions et du service public de proximité, sur fond de milliards de fraude fiscale, de Panama Papers et de mise en œuvre des politiques « d'ajustements structurels » de la commission européenne !

En 5 ans, ce sont environ 10 000 emplois qui ont été supprimés à la DGFIP !

En 9 ans plus de 630 Trésoreries ont fermé leurs portes !

Sans compter le nombre de fusions de services, restructurations, transferts et réorganisations internes, pôles départementaux, régionaux...

Loin d'avoir lutté contre l'injustice fiscale et la fraude, c'est une contre-réforme qui est mise en œuvre avec le projet de prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu pour 2018, contre-réforme qui a pour objectifs de supprimer des emplois, de transformer la fiscalité sur le revenu et de fragiliser un peu plus notre protection sociale avec la fusion IR/CSG.

D'autres choix sont possibles, d'autres choix sont nécessaires.

**Les missions publiques et les fonctionnaires sont pris pour cibles par certains candidats.**

Ainsi Fillon ne veut plus de durée légale du travail et veut supprimer 500000 fonctionnaires... Macron veut en liquider 120 000 (dont 50 000 pour l'Etat)... Le Pen menace les fonctionnaires face aux démêlés judiciaires liés à son parti et aux soupçons d'emplois fictifs, et indique qu'elle mettra en œuvre les deux jours de carence en cas de maladie et fera baisser les frais de fonctionnement dans la territoriale (frais de fonctionnement = salaires et emplois statutaires)...

**Concernant les Finances publiques, au sens général**, en même temps que détruire la sécurité sociale, Fillon propose d'augmenter encore de 25 Milliards le Crédit Impôt Compétitivité Emplois (CICE) qui coûte déjà autour de 20 milliards par an sans effet mesurable sur l'emploi, l'investissement, la recherche... Marine Le Pen veut fusionner le CICE avec les exonérations de cotisations sociales... et Macron pérenniser le système ! Bref des milliards de cadeaux fiscaux et de cotisations sociales pour le patronat au détriment des salarié-es, de la qualité de leur emploi, de leur protection sociale. C'est autant de capacité de financement de la transition énergétique en moins !

Macron veut encore baisser la dépense publique de 60 milliards par an en ponctionnant 15 milliards sur l'assurance maladie, et 10 Milliards sur l'assurance chômage, 10 autres sur les collectivités locales et le reste... sur les dépenses de l'État. (La DGFIP sera à coup sûr « prioritaire pour montrer l'exemple!).

Fillon s'inscrit dans la même logique que Macron et propose de baisser entre 100 et 140 milliards d'euros par an la dépense publique...Il rajoute 50 milliards de baisse de cotisations sociales en plus des 40 milliards du pacte de responsabilité...Si ce programme est sérieux, c'est grave !

Quant à Le Pen, c'est le flou complet avec le postulat de la sortie de l'euro et le risque d'un coup d'arrêt de l'activité économique et une austérité accrue avec comme conséquence un risque d'inflation qui pénalisera les plus bas revenus. Le seul gain salarial serait celui de cotisations sociales transformées en salaire... ( ce que propose aussi Fillon ) avec pour conséquence l'assurance individuelle pour couvrir sa santé et sa retraite... Dans son programme, le FN prône la retraite à 60 ans et l'augmentation des salaires mais oublie souvent de préciser qu'il compte le faire en supprimant les cotisations sociales, ce qui reviendrait à nous appauvrir, à faire éclater notre Protection Sociale et, au final, à enrichir encore les actionnaires des fonds de placements par capitalisation !

**Droits des salarié-es et fonctionnaires :** 70 % des français-es étaient pourtant contre cette loi mais ni Fillon, ni Macron ne veulent abroger la loi Travail et souhaitent au contraire y introduire le plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif. Le Pen dit vouloir l'abroger mais entend contrôler les syndicats et en finir avec la représentativité tout en facilitant les accords de branche (avec des syndicats fantoches ?!) tout en liquidant les institutions représentatives du personnel dans les entreprises de moins de 300 salarié-es et en discriminant les salarié-es en fonction de leur nationalité !

Macron est pour écarter la fonction publique territoriale du point d'indice commun aux trois fonctions publiques et avoir recours à l'embauche de droit privé. Fillon et Le Pen veulent rétablir les deux jours de carence dans la fonction publique ... Pour les droits des salarié-es... il n'y a rien à attendre d'eux !

**Pour la retraite :** Fillon veut encore reculer l'âge légal à 65 ans et Macron instaurer la retraite par points, système aléatoire qui en fonction de la conjoncture économique ou démographique pourra ruiner les retraités . Quant à Le Pen, elle annonce désormais l'âge de 60 ans, mais indiquait « *Si il apparaît qu'on ne peut pas maintenir notre système de retraite, alors nous nous tournerons vers les Français pour leur dire que ce n'est pas possible. Et je crois que, alors, les Français seront d'accord pour les sacrifices nécessaires.* »

**Transition écologique :** rien du côté de Le Pen ou de Fillon. Macron prend appui sur la loi de 2015 pour expliquer qu'il divisera par deux l'obligation de rénovation des logements mal isolés tout en essayant de parvenir à 32 % de la demande en énergie renouvelable d'ici 2032...

S'il ne s'agit pas pour la CGT, de dire qu'il faut voter pour tel ou tel « autre » candidat, nous ne pouvons rester spectateurs, dans une période où les médias, le patronat, les politiques au service de la finance, tentent de nous enfermer dans la voie de l'austérité et des sacrifices.

Nous vous invitons à regarder attentivement les programmes des candidats et à les comparer aux revendications portées par votre syndicat.

Notre responsabilité est grande, les salariés, retraités, chômeurs de notre département doivent pouvoir compter sur les militantes et militants de la CGT pour construire le rassemblement, comme nous avons su le faire durant le conflit contre la loi "Travail" où nous avons, avec d'autres, gagné 70 % de la population à l'idée que cette loi était faite contre les travailleurs et leurs familles.

Il s'agit aujourd'hui, dans l'intérêt général, de faire en sorte que « les 70 % » qui ont pris conscience de la nocivité de cette loi, s'impliquent concrètement, par leur vote en faveur des programmes des candidats qui s'engagent à mettre fin aux politiques d'austérité au service de la finance et à porter le progrès social.